

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euros

N° 896
VENDREDI 11 FÉVRIER 2011

Dispensé de timbrage BREST CTC

Une équipe mobilisée pour le Finistère !

Les 28 candidats de la majorité départementale ont lancé le coup d'envoi de leur campagne cantonale, le 5 février à Quimper.



« Les 23 candidats socialistes, 12 femmes et 11 hommes, et les 5 candidats soutenus par le PS vont maintenant, jusqu'au 20 mars, aller à la rencontre des électeurs », a annoncé Marc Coatanéa. « Nous avons, en la personne de Pierre Maille, un chef de file incontesté, nous formons une équipe soudée autour d'un projet crédible et rassembleur contenu dans notre manifeste pour le Finistère », a résumé le premier secrétaire fédéral qui a également insisté sur l'important renouvellement de ce scrutin, puisque 14 conseillers généraux sortants ne se représentent pas.

Cette campagne sera l'occasion, pour tous les candidats, de présenter le contrat de confiance que la majorité départementale veut passer avec les Finistériennes et les Finistériens, qui consiste à substituer au bouclier fiscal un bouclier social et territorial.

« Je ne me résigne pas à ce que les électeurs ne s'intéressent pas à la vie politique », a rappelé Pierre Maille, soulignant le paradoxe qui existe entre le comportement électoral qui prévaut en France et les mouvements démocratiques qui se développent en ce moment dans les pays du pourtour méditerranéen où des hommes et des femmes payent de leur vie, le droit de voter.

Après le débat de l'année dernière sur les collectivités locales, accusées par le gouvernement d'être dispendieuses, la campagne qui s'ouvre doit permettre de présenter objectivement les rôles de chacun. 🌹



Dossier de la semaine

Les chantiers de 2011



Vie de la Fédération

L'Europe en débats



Interview

Italie : l'urgence démocratique

Avec Beatrice Biagini

De Charybde en Scylla

En succédant à Bernard Kouchner au Quai d'Orsay, Michèle Alliot-Marie a fait tomber la diplomatie française de Charybde en Scylla. Son prédécesseur était inexistant, mais elle affaiblit l'image de la France.

Quel crédit accorder à une ministre qui a proposé le « savoir-faire » de la police française aux autorités tunisiennes, quelques jours avant la fuite de Ben Ali et quelques jours après un séjour touristique en Tunisie ?

Vue du jet de son ami, elle n'a pas pris la mesure de la révolution. On peut la comprendre. Pourquoi faire la révolution dans un si beau pays où des milliardaires vous invitent dans leur jet pour faire des « excursions » dans le désert ? Dans l'intérêt de la diplomatie française, la ministre doit tirer toutes les conséquences... de son inconséquence.

Primaires



La désignation de notre candidat-e sera le premier acte de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012.

« Il est donc capital de réussir cet exercice démocratique inédit », a expliqué Karim Ghachem, délégué fédéral à la Rénovation, chargé de l'organisation des primaires, aux membres du Conseil fédéral.

Ce mode de désignation, ouvert à tous les électeurs, inscrits sur les listes électorales qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche, a été décidé par les adhérents du PS à l'occasion de la Convention nationale du 3 juillet 2010.

« Il doit être à la fois exemplaire et transparent, permettre l'ouverture du Parti Socialiste, jeter les bases d'une dynamique électorale et favoriser le rassemblement de toutes les sensibilités », a expliqué Karim Ghachem.

Depuis déjà plusieurs mois, le Secrétariat fédéral, en lien avec les délégués de circonscription, travaille pour établir la liste des bureaux de vote qui seront ouverts les 9 et 16 octobre.

« Le Comité départemental d'organisation des primaires (CODP), qui a été mis en place le 13 décembre, va valider une première liste d'un peu plus de 120 bureaux », a indiqué Marc Coatanéa. « Mais », a précisé le premier secrétaire fédéral, « il ne s'agit là que d'un minimum. Plus il y aura de bureaux, plus les citoyens qui le souhaitent pourront participer à cette consultation ».

Maintenant, plusieurs tâches restent à accomplir. D'abord, désigner les présidents des bureaux de vote ainsi que les collecteurs de fonds. En effet, chaque électeur devra s'acquitter d'un don d'au moins un euro pour participer au vote.

Ensuite, les maires des communes concernées vont être sollicités pour mettre à disposition du Comité d'organisation une salle et le matériel de vote (urnes et isolements).

Enfin, les listes électorales seront demandées aux maires des villes de plus de 5 000 habitants. « Pour les autres, le comité national d'organisation se charge de nous les faire parvenir », précise le délégué fédéral.

Les chantiers de 2011

Cantonales, primaires, projet et préparation des législatives étaient au menu du Conseil fédéral qui s'est tenu le 31 janvier à Brest.



« Un rendez-vous démocratique et pédagogique »

L'équipe des candidats de la majorité départementale est désormais au complet : le Conseil fédéral a en effet approuvé à l'unanimité la candidature de Chantal Guittet dans le canton de Plouescat.

« Nous présentons des candidats dans les 28 cantons renouvelables », s'est félicité Marc Coatanéa qui n'a pas manqué de mettre en évidence le contraste qui existe entre l'UMP qui ne présentera que 14 candidats et ne sera peut-être pas présente dans tous les cantons et le PS qui aborde ce scrutin avec détermination. « Nous, nous avons un chef de file, une équipe soudée et un projet », a-t-il résumé.

« Notre principal adversaire sera l'abstention », a annoncé Pierre Maille. « En effet, on voit bien que la droite ne veut surtout pas que la participation pour ces élections cantonales, qui sont pourtant le dernier rendez-vous électoral national avant la présidentielle, soit trop importante », a confirmé Forough Salami, secrétaire fédérale aux élections. « On peut le comprendre, lorsqu'on regarde l'évolution de la cote de popularité du président de la République qui oscille entre 29 et 36%. Mais en voulant localiser au maximum ce scrutin, la droite risque, comme en 2004, de démobiliiser son électorat ».

« Le Parti Socialiste doit, au contraire, expliquer que cette élection est importante et qu'en votant pour nos

candidats, les électeurs sanctionneront le bouclier fiscal et se prononceront au contraire pour un bouclier social », a résumé Marc Coatanéa.

« Nous devons donc faire de cette campagne un rendez-vous démocratique et pédagogique pour expliquer le rôle et les missions du Conseil général à nos concitoyens », a expliqué Pierre Maille. Car, à tous les âges de la vie, le Département intervient pour faire vivre les solidarités.

Mais aussi pour présenter les priorités de la majorité départementale que sont le logement, l'énergie, l'adaptation de l'économie finistérienne, la valorisation de la mer, la défense du service public, de la culture, facteur de lien social.

Sans oublier des engagements forts pour la démocratie participative et l'ouverture du Finistère à l'international, grâce à ses entreprises, ses étudiants ou ses artistes.

Juste après les élections cantonales, les socialistes devront s'atteler à d'autres chantiers. D'abord, la préparation du mode de désignation du candidat pour l'élection présidentielle grâce au processus des primaires (voir encadré), mais aussi des candidats aux législatives. Des accords sont en cours de discussion avec les partenaires du PS et le choix des circonscriptions réservées interviendra très vraisemblablement avant l'été. Après le fléchage des circonscriptions, les désignations des candidats, par les adhérents, interviendront au mois de décembre.



« La droite veut localiser le scrutin »

Enfin, toujours après les élections cantonales, le projet sera finalisé. Les débats se tiendront entre la fin du mois de mars et un vote interviendra le 19 mai. 🗳️

L'Europe en débats

Tous les adhérents du Parti Socialiste sont, de facto, membres du PSE (Parti des socialistes européens). Les militants du PSE se retrouvent à l'intérieur de sections spécifiques appelées *City group*.

Créé dans la foulée du congrès de Carhaix de novembre 2008, un peu avant les élections européennes de 2009, celui de Brest, poursuit son action pour faire vivre le débat européen, au sein du PS et au-delà.

«Au mois de décembre nous avons invité Stéphane Le Foll, député européen socialiste, spécialiste de l'agriculture, à venir nous présenter les perspectives pour la PAC (politique agricole commune) et à débattre avec des agriculteurs à l'occasion d'une conférence-débat à Lannilis», rappelle Andrew Lincoln.



Les membres du City group, avec Stéphane Le Foll

«Pour l'année 2011, nous avons d'autres projets», annonce Michèle Casu, «une rencontre à la fois politique et pédagogique sur le fonctionnement des institutions européennes, l'importance des politiques communautaires en Bretagne et les liens qui existent entre le Parti Socialiste et le Parti des socialistes européens».

Co-organisée par la Fédération du Parti Socialiste, l'UESR (l'Union des Élus Socialistes et Républicains) et le *Brest City group* PSE, cette journée Europe se déroulera le 16 avril.

Au cours de cette journée de réflexion, à laquelle participeront des responsables du PSE et des élus socialistes locaux et européens, le *City group* de Brest veut apporter des réponses à des questions comme : *Comment l'Europe peut soutenir les projets des acteurs locaux? Ou : Quelles synergies peuvent se mettre en place entre la Bretagne et l'Europe dans des domaines comme la pêche, l'énergie ou la recherche?* Mais, les questions plus politiques ne seront pas absentes puisqu'un des ateliers aura pour thème : *Quelle stratégie socialiste pour reprendre la main en Europe?*

Interview

Italie : l'urgence démocratique

Avec *Beatrice Biagini*

L'Italie, qui célèbre cette année son 150^e anniversaire, souffre d'une mauvaise image sur la scène internationale. «Mais, les Italiens sont les premiers à dénoncer les frasques de Silvio Berlusconi», explique *Beatrice Biagini*, représentante du Parti Démocrate (PD), en France.

Cap Finistère : Comment les Italiens vivent-ils les scandales à répétition autour du président du Conseil ? Ou les cris d'alarme des historiens sur le délabrement des sites archéologiques ?

Beatrice Biagini : Très mal et je suis heureuse de pouvoir m'exprimer à ce sujet. Au début, en Italie, la droite expliquait que Silvio Berlusconi était la victime de «juges rouges». Mais, maintenant, même une partie de sa majorité a compris qu'il n'en est rien et qu'il est temps que ça cesse. Il

n'a pas tenu ses promesses dans le domaine économique et, si son côté «amusant» pouvait plaire à certains au début, maintenant plus personne ne rit. La politique anti-éducative et anti-culturelle du gouvernement est vraiment néfaste. Heureusement, les collectivités locales jouent le rôle de bouclier pour atténuer les effets de cette politique.

Il est important que les démocrates européens prennent la parole, car il ne faut pas croire que le problème n'est qu'italien. Tous les Européens sont concernés lorsque Berlusconi intervient sur la scène internationale avec Vladimir Poutine, par exemple.

Cap Finistère : La division de la majorité peut-elle conduire à des élections anticipées ?

Beatrice Biagini : Oui, la droite est affaiblie et éparpillée : Gianfranco Fini est parti et la Ligue du Nord attend le moment le plus intéressant pour faire tomber le gouvernement. On ne sait pas encore quand, ni sur quel projet de loi, mais on sait que

ça peut arriver à tout moment. Mais tout se joue au sein de la droite. Ce qui est certain, c'est qu'il n'est pas possible que ça dure comme ça jusqu'en 2013.

Cap Finistère : Et si des élections anticipées devaient se tenir demain, la gauche serait-elle prête ?

Beatrice Biagini : La gauche italienne se compose de trois partis : le Parti Démocrate, L'Italie des Valeurs et Gauche, Écologie et Liberté. Lorsque nous avons présenté la motion de censure au Parlement, il ne nous a manqué que trois voix. La gauche est unie pour demander des élections anticipées, mais nous n'avons pas de leader incontesté autour duquel tout le monde se rassemble. Il n'est pas possible pour nous d'organiser de primaires car nous ne connaissons pas la date des élections. Dans ces conditions, le Parti Démocrate travaille sur son projet pour permettre l'alternance.



Agenda

19 février

9 h 00 à 16 h 00 : **Journée départementale des secrétaires et trésoriers de section, à Plounéour-Ménez.**

22 février

18 h 30 : **Réunion publique sur le thème « Pourquoi défendre la Culture ? », organisée par l'UESR, aux Halles Saint-François de Quimper.**

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 896 - Vendredi 11 février 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Pays de Landerneau- Daoulas

Rencontre des élus UESR, militants et sympathisants du secteur.

Le 25 février, à 18h30, Salle municipale de La Martyre.

Échange d'expériences et réflexions sur :

- Les politiques locales en matière de transports.

Présentation de l'étude transports communautaires, par Jean-François Jaouanet, président de la Communauté du Pays de Landerneau-Daoulas.

- Les pistes pour améliorer l'accueil de la petite enfance.

Mode de gestion de l'eau

Les sections de Morlaix et Saint-Martin-des-Champs organisent une réunion d'information sur le retour en régie de la gestion de l'eau, le mardi 15 février à 20h00, salle Gallouédec à Saint-Martin-des-Champs, avec l'intervention de Thierry Burlot, vice-président du Conseil régional.

Tourner la clé du dernier FAR de Morlaix

Le Fourneau a annoncé la cessation de sa coopération avec le pays de Morlaix pour l'organisation du FAR. « *Nous perdons ainsi une manifestation culturelle gratuite, populaire et d'envergure nationale* », ont déploré les élus socialistes d'opposition de Morlaix, rappelant la lourde responsabilité que porte Agnès Le Brun qui a réduit de 60 000 euros la subvention attribuée au FAR.

Les conseillers municipaux socialistes de Morlaix dénoncent « *la politique de la terre brûlée, la logique purement comptable au détriment de l'intérêt des habitants et du territoire* ». Après le théâtre, aujourd'hui le FAR et demain à qui le tour ?

Les élus de Morlaix s'associent à « *L'appel citoyen aux spectateurs du FAR et du Mai des arts* », qui appelle toutes celles et tous ceux qui sont attachés au spectacle vivant, à venir manger une dernière tranche de FAR, le samedi 12 février à 16h16, devant la mairie de Morlaix. Amenez tous un FAR cuisiné dans vos maisons.

Son combat est le nôtre

Yannick Martin, jeune morbihannais, multiple Champion de Bretagne en couple de

sonneurs et musicien au bagad de Quimper, a déposé plainte pour discrimination raciale après avoir pris connaissance de propos injurieux tenus à son encontre.

A l'occasion de sa session budgétaire, le Conseil régional a tenu à réagir par la voix de Jean-Michel Le Boulanger, vice-président en charge de la culture et des pratiques culturelles :

« *La Bretagne d'aujourd'hui développe une identité à la fois enracinée et ouverte, forte de ses traditions et riche de créations. Cette synthèse n'est pas un acquis définitif. En témoigne la plainte déposée par Yannick Martin dont certains extrémistes assurent qu'il ne peut représenter la Bretagne en raison de la couleur - noire - de sa peau* ». « *Son combat pour la dignité est le nôtre. Il prouve qu'en démocratie, rien, jamais, n'est définitivement acquis. Il prouve que cette synthèse bretonne, enracinée et ouverte, nécessite l'engagement et la vigilance de tous les élus de l'institution régionale* ».

Pyromanes



Un important mouvement de grève touche tous les ports.

Le gouvernement porte l'entière responsabilité de ce mouvement qui a des répercussions sur l'économie régionale, en particulier dans le secteur agroalimentaire.

En effet, les partenaires sociaux étaient parvenus à un accord sur la pénibilité. Le précédent ministre des Transports l'avait accepté, mais, sans la moindre discussion, l'actuel ministre l'a dénoncé.

Pour Gérard Lahellec, vice président de la Région, le gouvernement doit revenir sur sa décision. D'autant que la Région investit fortement dans les ports. « *Dans les dix dernières années, avant que les ports passent sous la tutelle de la région, on comptait 15 millions d'investissement. Depuis que nous en avons la charge, le montant est passé à environ 50 millions* », a rappelé Gérard Lahellec

Annonces légalles & judiciaires

SCI LE SAOUT

Société Civile Immobilière
au capital de 100 euros
Siège social : 12, Porz Gwen Vraz
29470 PLOUGASTEL-DAOULAS
RCS BREST 501 139 331

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 juillet 2010, les associés ont décidé de modifier l'objet social et l'activité de la société à la prise de participation par tous moyens, apports, fusions, souscriptions, achats d'actions, de parts sociales, d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés à objet civil ou commercial, la gestion de portefeuilles de titres souscrits ou acquis dans lesdites sociétés et de modifier la dénomination sociale, qui devient **Société civile LE SAOUT**.

Les articles 2 et 3 des statuts ont été modifiés.

Pour avis,
Le Président.

SELARL GOURVES & ASSOCIÉS

Avocats au Barreau de QUIMPER
3, Place de La Tour d'Auvergne
29000 QUIMPER
Tél. 02 98 64 17 71 - Fax 02 98 64 17 72

EARL DE KERNIZAN

Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Capital social : 180 150 euros
Siège social : Kernizan
29410 SAINT-THÉGONNEC
RCS BREST n° 384 472 379

Aux termes de l'Assemblée du 27 janvier 2011, Monsieur Hubert SIMON, demeurant Kerscao - 29420 PLOUVORN, a été, à compter de cette date et pour une durée indéterminée, nommé gérant, en remplacement de Monsieur Gérard DANIELLOU, démissionnaire. Il a également été décidé de transférer le siège social de Kernizan - 29410 SAINT-THÉGONNEC, à Kerscao - 29420 PLOUVORN. Enfin, les associés ont décidé de transformer la société en Société Civile Immobilière d'Exploitation Agricole, sans création d'un être moral nouveau.

Ces modifications entraînent les publications suivantes :

Forme : Société Civile d'Exploitation Agricole.

Dénomination :

SCEA DE KERNIZAN.

Gérance : Monsieur Hubert SIMON.

Objet : L'exploitation agricole et notamment l'activité de cultures.

Clauses d'agrément : La cession de parts sociales au profit de tiers est soumise à l'agrément des associés. Elle est libre entre associés.

Mention en sera faite au RCS de BREST.

Pour avis,
Le Gérant.

**Ce numéro a été imprimé à
4 800 exemplaires**

**Un de vos proches désire
recevoir Cap Finistère ?
Merci de nous transmettre ses
coordonnées.
cap-finistere@wanadoo.fr**